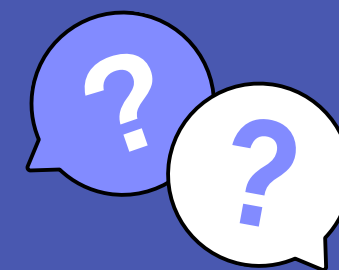
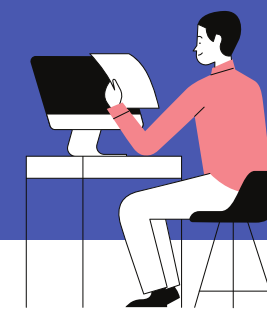
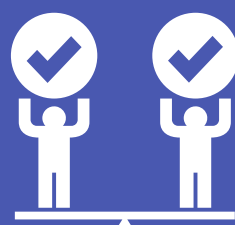


Les sources des finances publiques



Les finances publiques, qu'est ce que c'est ?



Droit public

Finances publiques



Droit budgétaire

Questions relatives à l'élaboration et à l'adoption du budget

Comptabilité publique

Questions relatives à l'exécution du budget

Droit fiscal

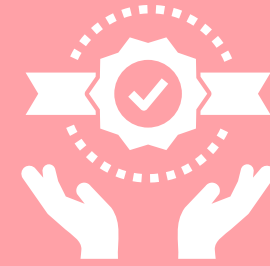
Questions relatives aux recettes publiques perçues par l'imposition

Les finances sociales sont également importantes pour l'État, qui s'y intéresse à travers les lois de financement de la Sécurité sociale





Les sources nationales



Normes constitutionnelles

Droit fiscal

Plusieurs principes constitutionnels :

- La compétence de principe du législateur (art 34 C°)
- Le principe d'annualité de l'impôt,
- La non-rétroactivité de la loi fiscale,
- L'égalité devant les charges publiques (art.6 et 13 DDHC)
- La nécessité et proportionnalité des peines (art.8 DDHC)

Droit comptable

La Constitution prévoit le principe de régularité et de sincérité des administrations publiques (art.47-2 C°).

Le Conseil constitutionnel consacre lui l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.

Droit budgétaire

Le Conseil constitutionnel a dégagé les principes: d'annualité, d'unité, d'universalité et de spécialité.



Normes infra-constitutionnelles

1 Lois organiques : votées par le Parlement pour compléter la Constitution

- Loi organique sur la programmation financière (LOPGFP), 2012
- Loi organique relative aux lois de finances (LOLF), 2001
- Loi organique relative aux lois de financement de la Sécurité sociale (LOLFSS), 2005
- Loi organique sur l'autonomie financière locale (LOAFCT), 2004

2 Autres lois

- Les lois de finances (LF) : votées chaque année pour fixer le budget.
- Les loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS)
- Les lois de programmation des finances publiques (LPFP)





3

Les règlements

Comptabilité publique par principe compétence du pouvoir réglementaire sur avis du Conseil de normalisation des comptes publics (CNOCP).

Droit fiscal, le pouvoir réglementaire local dispose d'une certaine marge de manœuvre en matière d'imposition.

Normes non-
contraignantes mais
faisant l'objet d'un
certain consensus

Les sources internationales

DROIT SOUPLE

Nombreux « standards » : promeuvent une **meilleure transparence des finances publiques**.

Des **bonnes pratiques budgétaires**, par le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) et l'ONU.

Harmonisation des normes comptables applicables au secteur public par la Fédération internationale des experts-comptables (IFAC), qui a produit un standard international pour le secteur public.

DROIT CONVENTIONNEL

Conventions fiscales internationales

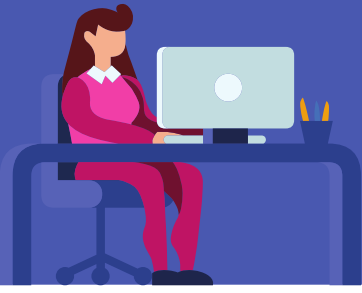
Les conventions fiscales conclues entre les États, bipartites pour leur majorité, ont pour objet de **limiter la double imposition juridique**, de **lutter contre la fraude et l'évasion fiscales** et de **renforcer la coopération administrative** entre les États

Autres conventions

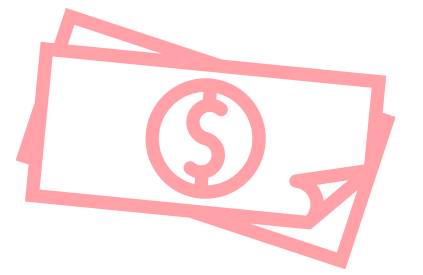
Conventions à objet non fiscal mais qui ont pourtant des répercussions importantes sur les recettes fiscales des États (Ex : la Convention Européenne des Droits de l'Homme notamment offre des garanties procédurales au contribuable lors d'un contentieux fiscal).



Les sources du droit de l'Union européenne



EN MATIÈRE BUDGÉTAIRE



LE PACTE DE STABILITÉ ET DE CROISSANCE (PSC)

Instrument dont les États de la Zone euro se sont dotés afin de **coordonner leurs politiques budgétaires nationales** et d'éviter l'apparition de déficits budgétaires excessifs.

1

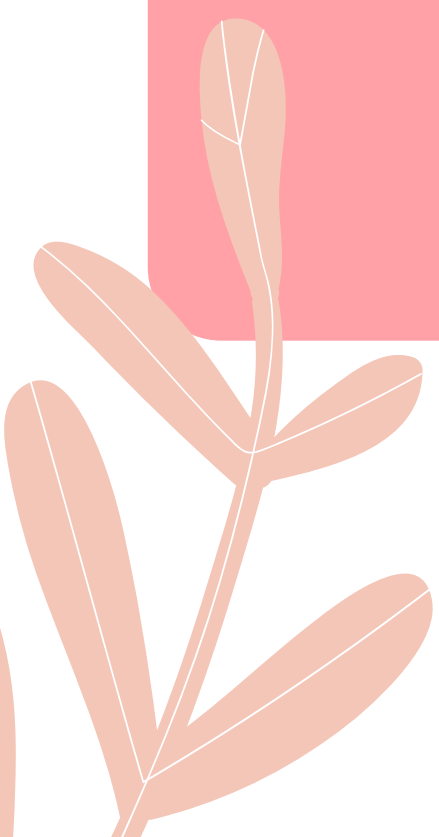
- Un volet « préventif » qui fixe un objectif moyen budgétaire proche de l'équilibre.
- Un volet « correctif » qui interdit aux États membres d'avoir un déficit public supérieur à 3 % du PIB.

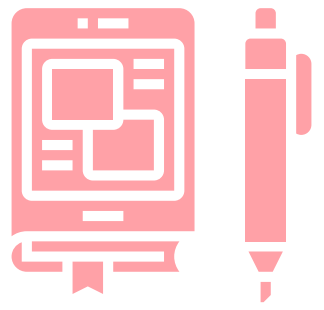
2

Le **semestre européen**, créé en 2011, correspond à une **phase de dialogue entre la Commission et les États membres** qui s'inscrit en amont du processus d'élaboration des budgets nationaux et ayant lieu sur les six premiers mois de l'année.

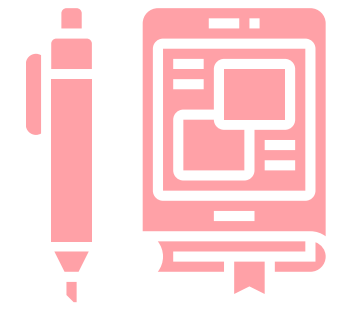
3

Le « **six-pack** » et le « **two-pack** », deux **renforcements du PSC** en 2011 et 2013 : ensemble de textes ayant modifié les volets du PSC.





LE « PACTE BUDGÉTAIRE » OU « TRAITÉ SUR LA STABILITÉ, LA COORDINATION ET LA GOUVERNANCE » (TSCG)



Accord intergouvernemental régit par le droit international signé par l'ensemble des États membres de l'Union (sauf Royaume-Uni et République Tchèque). Cet accord vise à aller au-delà des objectifs du PSC.

1

Obligation de transposition : en France loi organique de programmation et de gouvernance des finances publiques de 2012.



2

La « règle d'or » : Le budget des administrations publiques doit être excédentaire ou au moins en équilibre.

3

La règle d'or prévoit également la limitation de la dette publique : Le déficit structurel de l'État ne doit pas dépasser l'objectif à moyen terme qui lui est propre.

4

L'obligation de résorption : lorsque leur dette publique excède le seuil de 60 % du PIB prévu par le six-pack, les États doivent s'engager à réduire leur dette chaque année.





EN MATIÈRE COMPTABLE

Système européen des comptes (« SEC ») : cadre comptable harmonisé au sein de l'Union européenne qui permet de calculer les PIB, les niveaux de déficits publics et de dettes publiques des États membres.

Il se justifie par le fait que l'élaboration des politiques au sein de l'Union et le suivi des économies des États membres requiert des informations à jour, fiables et comparables sur la structure de l'économie et sur l'évolution de la situation économique de chaque État membre.

Différents SEC : un premier en 1970 puis un second en 1995.

Aujourd'hui, c'est le « SEC 2010 », publié en 2013, qui s'applique.

EN MATIÈRE FISCALE

La fiscalité indirecte est fortement harmonisée (TVA, droits de douane).

La fiscalité directe est quant à elle conditionnée au respect des libertés fondamentales consacrées par l'Union et est partiellement harmonisée.

Dans les deux cas l'encadrement des aides d'État influe également sur la législation fiscale des États membres.

